



Le bidonville  
qui voulait  
devenir  
un village

Les 78 cabanes du Samaritain, à La Courneuve, forment le plus vieux bidonville d'Ile-de-France. Des associations plaident pour un aménagement plus poussé des lieux, mais la mairie PCF refuse la «pérennisaton» de cet habitat précaire. Le camp est sous la menace d'une expulsion à partir de samedi.

RÉCIT, PAGES 12-13  
TRIBUNE, PAGE 19

# La Courneuve Vie de quartier au bidonville

REPORTAGE

**Toit** Trois rues, une place, une église de fortune... Menacés d'expulsion, les habitants du Samaritain, essentiellement des Roms, voudraient conserver leur site, en l'améliorant.

Par  
**SYBILLE VINCENDON**  
Photos  
**DENIS ALLARD. RÉA**

C'est le plus vieux bidonville d'Ile-de-France. Le Samaritain, huit ans d'âge, une éternité à l'échelle de l'habitat précaire. Il est menacé d'expulsion d'un jour à l'autre. Il se trouve à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), en bordure de l'A86, en pleine zone industrielle. Les baraques ont été construites à côté d'une décharge sauvage. A première vue, c'est la zone tout court.

Mais il faut aller voir plus près, de l'autre côté de la palissade. Evidemment, ce sont des bicoques, entourées d'un bazar d'objets, faites de bric et de broc. «Ce que les gens jettent, on le trouve, on s'en sert», résume Mihaela, 19 ans. Venus de Roumanie, Roms pour la plupart, les hommes de ces familles travaillaient souvent là-bas dans le bâtiment, la mine parfois. En auto-construction, ils s'y connaissent. Les 78 cabanes sont biscornues mais aussi costaudes que possible. Plus

surprenant, elles sont alignées selon les meilleures règles de l'urbanisme. Les habitants n'ont pas installé un campement au petit bonheur : ils ont créé des rues. Il y en a trois. Leur sol est recouvert de tapis, de linoléum, de tout ce qui peut empêcher d'avoir les pieds dans la boue. A la jonction des rues, Jozsef, 18 ans, explique que l'on est «sur la place». On serait tenté d'ajouter «du village». D'autant plus que, derrière nous, a été construite une église.

Rien de bien flamboyant, une structure faite de poteaux et de poutres de récupération pour créer une grande salle. «Dieu vous bénisse», peut-on lire sur un écriteau qui surmonte l'autel. Les habitants sont des pentecôtistes. Leur pasteur joue le rôle d'un chef de la communauté. Les fidèles ont recouvert les murs de leur temple de rideaux damassés, avec bouillonnés, franges et pompons. Il faut soigner le décor. C'est vrai aussi dans les habitations. Nous voilà assis dans la rue, devant la maison de Yoan et Aurora, un café à la main, sur de confortables chaises en tapisserie qu'une vieille tante de province ne renierait pas. Dans

les rebus des grandes villes, on peut faire des trouvailles. Les fenêtres ont bien souvent des rideaux en dentelle, les intérieurs, minuscules, sont rangés au cordeau. Une guirlande lumineuse clignote, branchée sur une batterie de voiture. Pour vivre dans un bidonville, il faut être débrouillard. L'électricité est produite par des groupes électrogènes à essence. «Au début, on a fait la ferraille et la manche, pour pouvoir en acheter un», explique Mihaela. Ça nous a donné du courant trois ou quatre heures chaque soir». Aujourd'hui, quatre groupes produisent de l'électricité de 18 heures à 1 heure du matin pour la moitié des baraques. Les habitants se cotisent pour payer le carburant. Pour l'eau ? «On recharge des bonnes à la bouche d'incendie des pompiers», dit Mihaela sans plus de détails. A l'entendre, c'est simple. Mais non. Yann Merlin, un photographe qui a travaillé longuement sur le Samaritain, raconte dans son journal de bord la borne verrouillée par les pompiers, les habitants qui fabriquent une clé adaptée

pour la rouvrir... Le combat perpétuel pour les choses essentielles.

## BIZARRERIE

A quoi s'ajoute la lutte pour la survie administrative. Gyongy, 16 ans, vient de finir ses années de collège à Aubervilliers. Pourquoi Aubervilliers ? «Parce que mon père a eu une domiciliation administrative à Aubervilliers», explique Gyongy. Même bizarrerie pour Mihaela, domiciliée administrativement à Neuilly-Plaisance, à l'autre bout du département, «parce qu'on m'avait dit que le CCAS [centre communal d'action sociale, ndlr] le faisait». Dans ces domaines-là aussi, il faut acquérir un savoir-faire. Comme Jozsef, Mihaela est employée par l'association Migrantour et y fait son service civique. Concrètement, l'un et l'autre aident les habitants du Samaritain dans leurs démarches. Mihaela gagne 400 euros et bénéficie de l'aide médicale d'Etat. Ils vivent ici.

La fille de Stepan vient de terminer sa quatrième année dans le primaire, à La Courneuve. Elle parle français sans problème, ce qui ar-





range bien son père quand il a une démarche à accomplir. Stepan va commencer à la fin du mois un boulot, au noir, car il n'a pas de papiers. Il gagnera 400 ou 500 euros, pense-t-il, et se dit content avec ça. L'employeur l'est certainement aussi. Au fil des années, les habitants du Samaritain ont appris à faire groupe. Autour de cette communauté, s'est agrégé un collectif d'associatifs et de militants. «*Il y a la caravane de Médecins du monde une fois par semaine, le bus école le mardi et le jeudi je crois, et aussi le camion des Enfants du canal, où on peut laver le linge*», recense Mihaela, en évoquant les aides les plus quotidiennes. S'y ajoute un important déploiement de matière grise pour trouver les voies d'une sortie. Le comité de soutien est parvenu à fédérer une quantité importante de bonnes volontés, parmi lesquelles la Fondation Abbé-Pierre ou Médecins du monde mais aussi l'école d'architecture de Paris-La Villette, des organismes de l'économie solidaire et sociale (le Comptoir général). En décembre, les musiciens de l'Orchestre de chambre d'Ile-de-France ont joué dans l'église du Samaritain.

### MAUVAIS PROCÈS

Chacun dans son domaine, les intervenants ont élaboré «*un plan de sortie en trois ans du terrain, à partir du terrain*», résume Grégoire Cousin, membre du collectif. Mais ce plan, la mairie n'en veut pas. Le 6 août, un officier de police est venu sur les lieux et a annoncé que l'expulsion allait avoir lieu à partir de samedi, date du dernier délai accordé par le tribunal. Quatre jours plus tard, le collectif organisait une conférence de presse dans l'église. Grâce à ses partenaires, le collectif a des solutions pour évacuer les ordures de la décharge sauvage, créer de vrais blocs sanitaires, accompagner les familles dans leurs démarches sociales et renforcer la scolarisation des enfants. «*Nous, avec les associations, on a une solution, soutire Mihaela. Pourquoi est-ce que le maire n'en veut pas ?*»

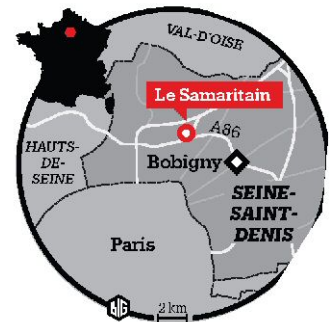
Parce qu'il n'y croit pas. Directeur de cabinet du maire communiste Gilles Poux, Jean-Luc Vienne, affirme que «*personne, ni la Dihal [Délegation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement, ndlr] ni l'Etat, ne soutient leur projet. Quand des associations accompagnent des familles vers l'emploi, à chaque fois, c'est catastrophique parce qu'il n'y a pas la puissance publique derrière. L'accompagnement doit être dix fois plus important que pour les populations les plus fragiles*». Pourtant les associations travaillent partout avec des organismes publics, mais bon... Au-delà, les responsables de La Courneuve se disent victimes d'un mau-

vais procès. «*La moitié des personnes Roms recensées en Ile-de-France se concentre sur cinq villes, dont la nôtre*», écrivait dans un communiqué Gilles Poux, le 7 août. «*La seule solution qu'on nous laisse aujourd'hui est d'agir pour l'expulsion systématique de ces campements*». La mairie, complète Jean-Luc Vienne, réclame «*un plan national, global*». A tout le moins, «*une conférence régionale*». Et «*qu'on cesse de dire aux villes : "Débrouillez-vous!"*»

Face à cette attente municipale du grand plan global, les associatifs défendent, eux, une «*réponse locale*», une amélioration de ce qui peut l'être, quitte à prendre du temps. Au fond, une philosophie du «*bien sinon rien*» s'oppose à une approche du «*pas trop mal et c'est déjà ça*». Fiona Meadows, de la Cité de l'architecture et du patrimoine, expliquait ainsi lors du point presse sur

place que le terrain du Samaritain, qui appartient à la commune, aurait pu être proposé au concours d'ar-

chitecture Mini Maousse, dont le sujet porte cette année sur la «*conception d'une unité d'habitation temporaire*». La Courneuve a refusé car, pour le maire, cette idée d'un habitat minimal amélioré n'est pas acceptable. «*Très sincèrement, je ne crois pas qu'une forme de bidonville éclairé et plus propre nous en sortira*», affirme Jean-Luc Vienne.



«**SITUATION D'ERRANCE**» Les habitants ne snoberaient sans doute pas l'eau courante mais ce qui se joue au Samaritain va au-delà de ce débat. Entre l'approche des associatifs et les principes de la municipalité, deux conceptions de la ville s'affrontent. Celle de la réparation et celle de la rénovation. Pour le collectif, qui l'écrit dans ses documents, «*un tiers de la population urbaine mondiale vit dans des bidonvilles.*

*[...] Il faut considérer l'habitat temporaire comme le patrimoine et la matrice de nos villes*». En 2011, le rapport sur le futur des villes, du sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur ne disait pas autre chose: il faut rénover les bidonvilles «*eux-mêmes, par eux-mêmes, sur eux-mêmes*». Pour La Courneuve, ces arguments sont irrecevables. «*On ne peut pas être d'accord avec ça*, insiste Jean-Luc Vienne. *[Cela] ressemble à une pérennisation du bidonville.*»

Alors, du passé faisons table rase? «*Si l'évacuation a lieu sans que l'Etat ait un plan de relogement ou d'accompagnement, ces personnes vont se retrouver comme les autres avant elles, effectivement, dans une situation d'errance*», admet Jean-Luc Vienne, du ton résigné de celui qui n'a pas d'autre choix. Il y a 300 personnes au Samaritain, dont une centaine d'enfants. En mars, un bébé né à l'hôpital de Saint-Denis n'a pas été déclaré en mairie par le service social de l'établissement. Un enfant sans état civil: on ne pensait pas que cela pouvait exister en France. ◆



Jeudi, au Samaritain. Près de 300 personnes, dont une centaine d'enfants, habitent le plus vieux bidonville



francilien, situé à La Courneuve, en bordure de la fréquentée A86.